

DEBAT DU SAMEDI 10 JANVIER 2004 au collège de Sault

Dans le cadre du deuxième débat "sur l'avenir de l'école", qui s'est déroulé au collège de Sault, l'enthousiasme a été moins grand quant à la participation, toutes catégories d'appartenance confondues, avec une défection particulière et regrettable des parents. Cependant, les participants se sont investis dans le débat, sur les trois sujets qui avaient été retenus par concertation et adoptés au conseil d'administration du début décembre 2003.

1^{er} sujet, sujet 02 :

A l'heure de l'Europe, et pour les décennies à venir, les missions de l'école sont simples : préparer la jeunesse à la vie active avec le souci constant de l'éducation, l'instruction et la formation.

Mais le tout premier problème est le manque de relations évident entre la maternelle, le primaire d'une part et le secondaire d'autre part surtout pour un établissement qui devrait fonctionner en RRER. Ce pont relationnel a été volontairement coupé par les inspecteurs du primaire qui ont imposé des débats de niveaux différents, le même jour au sein d'un même secteur. Les institutions n'ont pas levé les barrières.

Il faut donc impérativement qu'une liaison soit établie, dans la concertation et le dialogue, entre ces différents niveaux, que les programmes soient revus dans le primaire. En appui à cette demande, il est à déplorer que le niveau des élèves du primaire varie d'une école à l'autre car malheureusement pour eux et pour l'école, les instituteurs ont une grande latitude pour gérer leur programme, celui-ci étant trop mal défini. Les écoles n'ont pas toutes les mêmes moyens, le primaire procède en général trop aux activités libres ou d'éveil au détriment du savoir lire, écrire, compter. Mais il ne faut pas cependant attribuer toutes les difficultés du collège au primaire.

Il faut hiérarchiser ce qui est important à l'école et arrêter de faire des constats d'échec sans mettre de mesures appropriées en place. Toutes les structures qui permettaient de prendre en compte très tôt un élève en situation d'échec ont été supprimées.

Donner la même chance à tous avec égalité, c'est avant tout évaluer les capacités des intéressés, leur laisser plus de temps parfois, leur donner la possibilité de redoubler pour certains et apporter la même considération à tous, de la maternelle au bac.

Pour une bonne réussite, il faut des élèves de plus en plus formés, même pour les filières professionnelles. Il faut aider les élèves dès les premières difficultés en primaire car au collège, c'est déjà trop tard. Il y a nécessité de mettre un instituteur de plus, localement, pour plusieurs groupes scolaires, avec pour mission le rattrapage scolaire des élèves en difficulté.

Compte tenu de "l'heure de l'Europe", il est scandaleux de laisser supprimer certaines langues étrangères, l'allemand notamment, au lieu de les adapter à l'enjeu futur. Par contre, vouloir à partir de 2005 instituer une langue étrangère dès la maternelle est en soit une bonne orientation pour palier le retard de la France en matière linguistique. Encore faudra-t-il former le personnel enseignant du premier degré à cette nouvelle donne. L'école se doit de participer à éclairer le choix des Français sur l'Europe mais cela fait partie d'un autre débat. Toujours est-il que l'instruction passe avant tout par l'école, et que l'éducation à la tolérance doit être impérative. Ce n'est pas que le marché du travail qui doit dicter ce qui doit être appris à l'école, la culture générale est fondamentale.

Pour cela, nos dirigeants politiques actuellement au pouvoir ne doivent pas imposer des lois telles que celles du 30 octobre 2003 dans laquelle il est stipulé qu'il y a remplacement des heures de musique et heures artistiques par des heures " facultatives" de théâtre, dès la 3^{ème}. Il est d'autre part inacceptable que l'on ampute sévèrement l'horaire des matières fondamentales (français, mathématiques, histoire et géographie).

Le dialogue et la concertation avec les gens du métier (du terrain aussi) s'avère indispensable pour de tels sujets.

La mission de l'école, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir est d'offrir une culture générale, un esprit analytique et critique, ainsi que des outils concrets pour préparer à la vie

active, dans un monde effectivement et hélas incertain, à tous les élèves, dans un souci pur d'égalité nationale. L'école ne doit pas former les travailleurs, mais les citoyens d'une société autour d'idéaux non quantifiables, et non forcément économiquement rentables. Il est évident qu' éducation, instruction et formation sont inévitablement et intimement liées.

Cette mission de l'école nécessite, quoique l'on en dise, une réelle politique de moyens non redondants, revus à la hausse et surtout mieux répartis.

2^{ème} sujet, sujet 16 :

La relation à établir entre les membres de la communauté éducative, parents et professeurs d'une part, professeurs et élèves d'autre part, doit reposer avant tout sur un climat de confiance réciproque, sur une concertation et une communication de tout premier ordre et sur des bases de respect mutuel fort.

Les parents doivent faire confiance aux professionnels du corps enseignant et ne pas s'arrêter sur des jugements sans fondement, des bruits colportés sans preuve, des clichés négatifs qui ont la vie dure. Ils ont eux aussi à se remettre en cause face à l'éducation de leurs enfants respectifs mais aussi dans l'accompagnement de la scolarité de leur descendance.

Ceci permettrait de modifier en profondeur la relation élèves-professeurs.

Pour solliciter les parents, il pourrait être envisagé, voire se généraliser, le fait que ces derniers participent en classe à des cours ou des ateliers selon leur disponibilité. Cela atténuerait probablement ce sentiment de désintérêt malveillant et d'incompréhension portés à l'égard du corps enseignant par les parents et par extension directe par les enfants.

Par la création d'une charte des parents, le rôle des ces derniers vis à vis de l'école et de leurs enfants serait bien défini et éclairé, quelques fondamentaux nécessaires au fonctionnement de la collectivité seraient discutés et validés, des règles de vie et de conduite écrites.

L'enseignant aura de fait moins de complexes par rapport à l'image qui lui est renvoyé de lui-même, ce qui devrait de fait modifier la relation à l'élève et à fortiori la représentation que l'élève aura du professeur. Le partage du respect avec l'application des droits et des devoirs de chacun, devrait amener au changement positif de l'élève en classe..

Les parents ont un rôle fort à assurer dans l'environnement de l'école. Leur propre vécu scolaire passé ne peut être mis en phase avec celui, présent, de leurs enfants. La société a changé, les usages et les mœurs aussi surtout au niveau social. L'école ne peut être l'affaire uniquement d'un petit groupe de parents qui s'impliquent dans le soutien des activités extra scolaires, mais bien l'affaire de tous, tout du moins du plus possible.

Le contact parents-professeurs-élèves est très important, chacun doit apprendre à mieux se connaître.

Il faut instaurer des actions positives telles que la remise des bulletins aux parents d'élèves qui se déplaceraient dans l'établissement et une réunion annuelle par classe entre le professeur principal avec l'équipe des enseignants et les parents d'élèves.

Il serait bon que les parents d'élèves puissent s'investir pleinement dans la définition et le contenu des enseignements ainsi que des idéaux proposés par les professeurs de l'éducation nationale, travailler en pleine confiance avec ceux-ci autour des principes d'éducation. Cet exercice doit être favorisé par une remise à plat des différents rôles et une revalorisation des échanges. Modifier ainsi la vision que proposent la société et ses médias du secteur public, qui semblent mal informés ou qui "distorsionnent" la vision de l'école, est essentiel.

3^{ème} sujet, sujet 18 :

En matière d'éducation, la définition et la répartition des responsabilités sont simples.

Pour tous les présents au débat et unanimement, l'éducation nationale doit impérativement rester sous l'autorité et la responsabilité de l'Etat, sans la moindre décentralisation. Si tel n'est pas le cas, nous irons vers encore plus d'inégalité sur notre territoire, phénomène dont chacun doit être dispensé et que chacun rejette.

